

Chantier de Notre-Dame de Paris: le général Georgelin tire un signal d'alarme

Article rédigé par *La Croix*, le 25 juin 2021

Source [La Croix] Des équipes sous-dimensionnées et un protocole sur le plomb qui ralentit le chantier : le général Georgelin alerte les parlementaires sur les conditions du chantier de restauration de la cathédrale, qui doit tenir l'objectif d'une réouverture en 2024.

Le ton n'est pas celui de la colère. Mais dans la bouche d'un général habituellement résolu et pragmatique, les propos tenus mercredi 23 juin par Jean-Louis Georgelin au sujet du chantier de [Notre-Dame de Paris](#) sont sans équivoque.

Le président de l'Établissement public pour la conservation et la restauration de Notre-Dame intervenait devant la mission d'information parlementaire créée pour suivre le dossier et qui l'auditionne régulièrement.

L'inquiétude du général ne vient pas de l'état du monument - la phase de sécurisation se termine et « *la cathédrale est solide sur ses pieds* », a-t-il confirmé -, mais des conditions pour mener à bien ce chantier dans les délais fixés par le président de la République, avec une réouverture au culte et pour les visiteurs en 2024.

Alors que va débiter la phase de lancement de plus de 130 appels d'offres pour la restauration, l'Établissement public s'est attelé à un travail colossal pour instruire les dossiers, animer des réunions d'experts, établir une planification des travaux avec les trois architectes de la maîtrise d'œuvre. Or l'établissement public ne dispose que d'une équipe d'une trentaine de personnes.

Un effectif « *sous-dimensionné* », avertit le général qui insiste : « *Nous sommes vraiment en limite de capacité de travail (...) Je ressens une vraie fatigue.* » Il évoque les Italiens qui ont tenu leur engagement de reconstruire le pont de Gênes en deux ans. C'est « *l'image de la France* » qui est en jeu, lance-t-il aux élus, « *mais il nous faut des moyens* ».

L'autre frein à l'avancée du chantier est le protocole sanitaire pour le plomb qu'impose le Code du travail. Il implique un passage de tous les intervenants par un sas de décontamination avec douche et le port de combinaisons et de masques sur l'espace du chantier. « *La contrainte est considérable* », assure Jean-Louis Georgelin qui fait ses comptes. Le respect des règles sanitaires représente selon lui « *25 % du temps passé par les compagnons sur le chantier. C'est 25 % du coût ! Tout le monde me dit : "vous avez raison". Mais rien ne se passe* ».

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)